

L'apprentissage de la citoyenneté chez les jeunes Roumains

Description

Après 1989, les jeunes Roumains ont commencé à suivre des enseignements visant à les former à une citoyenneté démocratique. Plus de vingt ans après, en 2011, quel portrait peut-on faire de ces futurs citoyens ? En outre, qu'est-ce qui sous-tend le rapport à la citoyenneté des jeunes Roumains ?

Avant décembre 1989, les adolescents Roumains avaient à intégrer une société dans laquelle il était impossible de pouvoir agir et s'exprimer librement en tant que citoyen, dans un contexte idéologique marqué par un discours nationaliste prégnant. Dans le cheminement vers la démocratie, le système d'enseignement a eu à former des citoyens libres et une éducation pour une citoyenneté démocratique a dès lors pris place à l'école.



Une étude récente sur l'implication civique et politique des jeunes Roumains nous offre cependant aujourd'hui l'image de futurs citoyens sans doute déçus. Au-delà de ce constat, la lecture des résultats de cette étude permet de suggérer l'existence de deux conceptions de la citoyenneté chez les jeunes Roumains.

L'éducation pour une citoyenneté démocratique

Ion Albușescu, lecteur à l'université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca, indique que l'éducation pour une citoyenneté démocratique a été intégrée dans l'enseignement en Roumanie à partir du début des années 1990. Elle vise à « la formation et (au) développement chez l'individu des compétences afin de pouvoir participer d'une manière active à la vie publique » ; en ce sens, elle consiste en « un ensemble de pratiques et d'activités dont le principal but est la formation des jeunes et des adultes en vue de participer activement à la vie de la cité, par l'acceptation et la mise en pratique des droits et des obligations (responsabilités) envers leur société » [1]. Selon lui, ce type d'éducation doit se traduire dans les programmes scolaires tout comme dans le mode de fonctionnement de l'école et d'implication des élèves. L'éducation pour une citoyenneté démocratique promeut ainsi une conception politique et active de la citoyenneté.

Au niveau des programmes scolaires, l'éducation pour une citoyenneté démocratique est matérialisée dans les disciplines d'éducation civique, à la fin de l'enseignement primaire, et à Culture civique, au collège. Toutes les deux traitent de l'individu et des qualités, valeurs et attitudes désirables chez celui-ci dans une société démocratique. À travers l'éducation civique, il s'agit tout d'abord pour l'élève d'apprendre à se percevoir et à agir en tant que sujet membre d'une société avec ses valeurs, ses normes et des types de conduites attendues ou souhaitables. Avec la Culture civique, le but est qu'il se forme ensuite comme sujet membre d'une communauté politique régie par l'état et guidée par des valeurs et normes universelles (celles portées par

les Droits de l'Homme). Au lycée, aucune discipline n'a spécifiquement pour objet l'éducation pour une citoyenneté démocratique, cependant I. Albulescu estime que certaines disciplines peuvent concourir à sa diffusion: les sciences humaines, l'enseignement artistique et les langues, la langue et la littérature roumaine, et enfin l'histoire[2].

De futurs citoyens a priori désabusés

L'école, en intégrant l'éducation pour une citoyenneté démocratique dans les enseignements, participe de la sorte à l'apprentissage de la citoyenneté chez les jeunes Roumains. Mais comment ces derniers se caractérisent-ils en tant que futurs citoyens ? Une étude sur l'implication civique et politique des jeunes Roumains a été menée par la fondation Soros en 2010[3]. Réalisée auprès d'un échantillon de 5 861 élèves en dernière année du collège ou au lycée (14-18 ans), provenant de 86 établissements scolaires, elle dresse un portrait de futurs citoyens qui semblent pour le moins désabusés.

En effet, les jeunes Roumains interrogés expriment une moindre fierté d'être citoyen de la Roumanie que les adultes (62 % contre 86 % selon une autre étude effectuée en 2009). S'ils témoignent d'un attachement à l'idée de démocratie, quoique moins fort que dans le cas de leurs aînés (74 % contre 84 %), beaucoup d'entre eux pensent néanmoins qu'une alternative autoritaire, technocratique ou militaire pourrait être une bonne solution pour la Roumanie. Les jeunes Roumains font par ailleurs preuve d'un moindre degré de tolérance vis-à-vis de ceux qui sont différents. Ils se montrent même très intolérants à l'égard des personnes homosexuelles, de celles atteintes du SIDA et des Roms (la part des jeunes Roumains ne désignant pas avoir pour voisin l'une de ces catégories de personnes étant respectivement de 75 %, 66 % et 68 %, contre 59 %, 43 % et 46 % chez les adultes).

L'étude indique que les jeunes Roumains ne sont guère satisfaits du système démocratique et de l'économie de marché. Ainsi, peu d'entre eux seraient satisfaits du fonctionnement de la démocratie en Roumanie (19 % contre 41 % chez les adultes). Ils manifestent par ailleurs un certain attrait pour un État intervenant dans l'économie pour réduire les différences de revenus et contrôler les entreprises, tout en ayant plutôt tendance à considérer que l'individu est seul responsable de son bien-être et à valoriser la compétition. Enfin, ils font peu confiance aux institutions politiques constitutives d'un État démocratique (10 % pour le gouvernement, 9 % pour le parlement et 13 % pour les partis politiques, contre respectivement 25 %, 24 % et 18 % dans le cas des adultes), ainsi qu'à la justice et à la presse (39 % et 14 %, contre 42 % et 44 %), mais ils manifestent un niveau de confiance élevé dans l'église (82 %), l'armée (59 %) et la police (52 %), bien qu'un moindre degré que les adultes (respectivement 86 %, 76 % et 55 %). D'ailleurs, s'ils estiment que, pour un citoyen, il est important de respecter les lois (88 %), ils ne jugent en revanche guère important de respecter les représentants du gouvernement (57 %), de discuter de politique (66 %), ou d'être membre d'un parti politique (79 %).

Les jeunes Roumains apparaissent ainsi comme de futurs citoyens faisant preuve, pour une partie d'entre eux, d'une certaine forme d'intolérance et d'une défiance à l'égard de la démocratie roumaine et de ses institutions politiques. A ce propos, il semble que le contexte sociétal de la Roumanie postcommuniste (insécurité sociale, persistance de la corruption et du népotisme, entre autres) ait plus d'importance dans l'apprentissage de la citoyenneté chez les adolescents que la mise en œuvre dans le cadre scolaire d'une éducation pour une citoyenneté

démocratique.

Deux conceptions latentes de la citoyenneté

Si l'on examine de plus près une partie des résultats de l'étude de la fondation Soros au regard de certaines variables (le niveau de scolarité atteint, le niveau d'études des parents, le milieu de résidence, le groupe ethnique d'appartenance, et la religion quand cela est pris en compte), on peut alors en déduire la présence probable de deux conceptions latentes de la citoyenneté chez les jeunes Roumains : l'une ethno-culturelle, l'autre politique. Il faut ici rappeler que la première a longtemps prévalu en Roumanie, y compris et surtout sous le régime communiste durant l'ère Ceaușescu. Elle est portée par un discours sur l'identité nationale né au 19^e siècle, qui met en avant la culture roumaine et promeut sa singularité et qui exclut *de facto* les groupes ethniques minoritaires présents sur le territoire de la Roumanie. La seconde a pour sa part émergé pendant les années 1990 et se montre plus inclusive. C'est elle que promeut l'éducation pour une citoyenneté démocratique. Parmi les nombreux facteurs qui ont contribué à son développement, il y a les revendications culturelles et politiques des groupes ethniques minoritaires (notamment celles des Hongrois de Roumanie), lesquelles visaient à construire un nouvel espace politique démocratique respectueux de la diversité culturelle inhérente au pays^[4]. Or, par-delà le portrait d'une future génération de citoyens parfois plutôt aigris et intolérants, la lecture des résultats de l'étude Soros permet d'entrevoir la présence à l'arrière-plan de ces deux conceptions de la citoyenneté dans la jeunesse roumaine.

En effet, le détail des résultats de cette étude permet de relever que la progression dans la scolarité, un niveau d'études des parents plus élevé et le fait d'habiter en ville sont associés à une moindre fierté d'être citoyen de la Roumanie, à un attachement plus fort à l'idée de démocratie, à un moindre degré d'intolérance, tout comme à une insatisfaction plus grande quant au fonctionnement de la démocratie et à une plus faible confiance dans les institutions politiques roumaines. Or, c'est l'inverse que l'on constate quand les individus sont à un niveau moins avancé de la scolarité, que leurs parents ont un niveau d'études plus faible et lorsqu'ils résident à la campagne. Une lecture détaillée de ces résultats permet aussi de voir que, dans le cas des individus appartenant à une minorité ethnique, le sentiment de fierté d'être citoyen de la Roumanie est à un niveau en deçà de la moyenne des jeunes Roumains (sauf chez les Roms), l'attachement fort à l'idée de démocratie et le degré d'intolérance en sont assez proches, tandis que les niveaux de satisfaction dans le fonctionnement de la démocratie et de confiance envers les institutions politiques roumaines sont plutôt moins faibles^[5]. Enfin, on s'aperçoit que les individus qui ne sont pas de confession orthodoxe se disent moins souvent fiers d'être citoyen de la Roumanie que la moyenne (sauf les Pentecôtistes) ; notons que l'attachement à l'idée de démocratie varie aussi selon la religion des individus, les Catholiques et les Protestants (hors Pentecôtistes) y étant moins fortement attachés.

Chez les jeunes Roumains, il apparaît donc que des niveaux plus élevés d'éducation et de capital culturel familial, l'urbanité et le fait de provenir de certains groupes ethniques et religieux minoritaires soient associés à la manifestation d'opinions et d'attitudes se rapportant plutôt à une conception politique de la citoyenneté ; et il semblerait que des niveaux moins élevés d'éducation et de capital culturel familial, la ruralité et l'appartenance au groupe majoritaire (les Roumains orthodoxes) ou à la minorité ethnique la plus stigmatisée (les Roms) soient associés à la manifestation d'opinions et d'attitudes relevant plutôt d'une conception ethno-culturelle.

Notes :

[1] Albulescu Ion, « L'Éducation pour une citoyenneté démocratique au niveau du Curriculum scolaire en Roumanie », *Tréma*, n°27, 2007, url: <http://trema.revues.org/350>.

[2] On s'interrogera toutefois ici sur l'apport effectif de l'histoire car cette discipline est marquée par l'opposition entre les tenants d'une histoire nationale centrée sur les Roumains (*Histoire des Roumains*) et ceux d'une histoire de la Roumanie comme État, intégrant l'apport des minorités (*Histoire de la Roumanie*).

[3] Fundația Soros România, *Implicarea civică și politică a tinerilor*, Editura Dobrogea, Constanța, 2010, url: http://www.soros.ro/ro/fisier_acord_publicatii.php?publicatie=114.

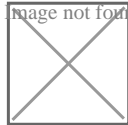
[4] Bataille Philippe, « La sociologie des mouvements sociaux et l'ethnicité: une comparaison internationale », *Sociologie et sociétés*, vol. 29, n°2, 1997, p. 171-182.

[5] Signalons que si les 3/4 des Roms sont attachés à l'idée de démocratie, la moitié d'entre eux seraient néanmoins favorables à un régime militaire ; ces Roms sont en outre ceux qui manifestent le plus haut degré d'intolérance, en réaction certainement à la stigmatisation qu'ils subissent.

* Sociologue, professeur contractuel en Sciences de l'Éducation à l'université Charles-de-Gaulle à Lille 3.

Photographie en vignette : « La culture et la spiritualité roumaine », École du village de Laza, dans le județ de Vaslui (Dany Bourdet, printemps 2009).

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date création

15/12/2011

Champs de Métier

Auteur-article : Dany BOURDET*